

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
8 au 22 mars

Le chiffre du mois

3%

TAUX DIRECTEUR

A l'issue de sa réunion trimestrielle du 19 mars, Bank Al-Maghrib (BAM) a maintenu son taux directeur à 3%, un niveau historiquement bas, négatif en termes réels et particulièrement faible comparé aux pays de la région.

Cette décision s'inscrit dans un contexte de fléchissement des tensions inflationnistes : 3,4% en décembre, représentant le taux le plus bas depuis janvier 2022 ; une moyenne de 6,1% pour l'année 2023 ; et les prévisions pour 2024 estimées à 2,2%. Parallèlement, la consolidation des finances publiques se poursuit selon la BAM : prévisions de déficit public à 4,8% du PIB en 2023, 4,5% en 2024 (contre 4% prévus en loi de finances) et 3,9% en 2025.

En dépit d'un désajustement de taux conséquent par rapport aux Etats-Unis (taux directeur à 5,25-5,5%) et la zone euro (4,25%), le dirham se maintient et s'est apprécié en 2023 par rapport aux deux devises composant son panier d'ancrage (+5,3% face au dollar ; +2% face à l'euro), bénéficiant de la reprise de l'activité touristique, de transferts robustes de la diaspora et de l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers.

Activités macroéconomiques & financières

La France, 1er pays bénéficiaire des IDE marocains

D'après l'Office des changes, la France devrait s'imposer comme le premier pays récipiendaire des investissements directs marocains à l'étranger (IDME) en 2023 avec près d'1,1 Md EUR de flux d'investissements entrants à fin septembre, devant les Emirats-Arabs-Unis (301 M), le Luxembourg (73,3 M) ou la Côte d'Ivoire (30,9 M). La France reste donc particulièrement attractive pour les investissements marocains à l'étranger, dont le stock est passé de 372 M EUR à 1,8 Md EUR entre 2015 et 2022, faisant du Royaume le premier investisseur africain en France.

En parallèle, les investissements français au Maroc atteignent 7 Md EUR à fin septembre 2023, soit 34% du total des flux d'IDE, en dépit d'un contexte marqué par un repli des flux d'investissements directs étrangers au Maroc.

La BAM table sur une croissance à 2,1% en 2024 et 4,3% en 2025

Bank Al-Maghrib prévoit une croissance économique à 2,1% en 2024, une prévision contrastant avec celle du FMI qui table sur une croissance à 3,1% pour la même année. Ces projections ont été revues à la baisse du fait de conditions climatiques défavorables lors du démarrage de la saison agricole au début de l'année.

Selon les prévisions de BAM, la production céréalière avoisinera les 25 M de quintaux, contre 55,1 M de quintaux en 2023 (et une hypothèse de 75 M en loi de finances), ce qui contribuera à une contraction de la valeur ajoutée agricole en 2024 (-6,4% après une augmentation de +5,7% en 2023). Les activités non agricoles devraient voir leur taux de croissance passer de 2,6 % en 2023 à 3 % en 2024, sous l'effet de la dynamique d'investissement générée par le lancement de grands chantiers (reconstruction post-séisme, Coupe du Monde 2030, transition écologique, etc.).

Si le secteur agricole ne représente que 13% du PIB (mais 30% de la main d'œuvre), il demeure une source majeure de vulnérabilité, avec des précipitations expliquant près de 37 % de la variance du PIB marocain.

Les pouvoirs publics, conscients de cet enjeu, ont engagé plusieurs actions ayant pour vocation de renforcer les infrastructures hydrauliques (barrages, stations de dessalement, réutilisation des eaux usées, etc.) à travers le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation sur la période 2020-2027 pour un budget de 143,9 Md MAD (soit 13,3 Md EUR). Un plan d'action d'urgence a également été présenté le 16 janvier visant : (i) l'accélération dans la réalisation d'équipements ; (ii) la mobilisation optimale des ressources au niveau des barrages, des forages et des stations de dessalement, (iii) la restriction potentielle de l'eau d'irrigation et des débits de distribution dans les grandes agglomérations.

Le taux d'activité en légère baisse au Maroc à 43,6% en 2023

Selon le HCP, en 2023, le taux d'activité a légèrement diminué pour s'établir à 43,6% (-0,2 point), alors même que la population en âge de travailler est en augmentation (+1,4%). Si cette baisse du taux d'activité concerne l'ensemble de la population, aussi bien les femmes (- 0,8 point, à 19% en baisse continue depuis dix ans) que les hommes (-0,6 point, à 69%), celle-ci est davantage marquée en milieu rural (-1,8 point, à 47,3%) qu'en milieu urbain (-0,1 point, à 41,8%).

L'analyse du profil des actifs met en lumière plusieurs tendances marquantes : (i) une urbanisation croissante de la population active (63,5% des actifs résident en zones urbaines) ; (ii) la part des femmes dans la population active diminue, elles ne représentent que 22,1% des actifs ; (iii) le niveau de qualification demeure relativement bas (48,2% des actifs n'ayant aucun niveau scolaire ou possédant seulement le niveau fondamental).

Energie, eau, agriculture

Eau : lancement d'un appel d'offres portant sur des études techniques et spécifiques du projet d'alimentation en eau potable de Rabat par dessalement d'eau de mer

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) a lancé un appel d'offres ayant pour objet la réalisation des études détaillées et spécifiques du projet de dessalement de l'eau de mer dans la zone de Rabat y compris les études des adductions d'eau potable. L'aire de l'étude concerne les villes et localités suivantes : Rabat, Salé, Kénitra, Skhirat, Témara, Bouznika, Ben Slimane, Sidi Yahia Zaers, Tamesna, Ain Aouda, Rommani, Mehdia, Sidi Taibi, Bouknadel ainsi que les zones rurales attachées. Le projet comporte la prise d'eau de mer, la station de dessalement, les réservoirs d'eau dessalée, les ouvrages de rejet des saumures et les adductions d'eau potable vers les villes concernées. L'horizon de dimensionnement de la station de dessalement est 2050. L'ouverture publique des plis aura lieu le 9 avril 2024. L'ONEE avait également lancé en octobre dernier les études pour Tanger.

Economie circulaire : Suez et Mascir ont signé un protocole d'accord pour innover dans le secteur des déchets

A l'occasion du déplacement au Maroc de la Présidente Directrice générale de Suez, Sabrina Soussan, le groupe français et la Fondation MAScIR, centre de recherche relevant de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), ont signé un protocole d'accord marquant le début d'une collaboration pour identifier conjointement des solutions innovantes dans le domaine du traitement et de la valorisation des déchets. Ce partenariat vise les domaines spécifiques d'application tels que la valorisation des déchets organiques issus de l'agriculture, le recyclage et la valorisation des déchets industriels, ainsi que le développement de solutions à faible empreinte carbone.

Hydrogène vert : le Maroc dévoile son « Offre Maroc »

Le Royaume a publié le 11 mars 2024 la circulaire présentant l'Offre Maroc relative à l'hydrogène vert. Ce texte publié par le chef du Gouvernement constitue le cadre juridique qui précise les étapes opérationnelles pour la mise en œuvre de « l'Offre Maroc », les moyens déployés par l'État pour assurer le succès de cette opération, ainsi que les rôles des différents acteurs. De nombreux investisseurs et groupes énergétiques se sont positionnés au Maroc pour le développement de projets de production d'hydrogène vert et ses dérivés. La publication de l'« Offre Maroc » leur propose un cadre et une méthode pour la mise en œuvre des projets. Couvrant toute la chaîne de valeur de l'hydrogène vert, elle confirme la volonté du Maroc de créer une filière créatrice de valeur et génératrice d'emplois avec l'appui des acteurs internationaux. Elle donne un rôle central à la MASEN, Agence chargée de la mise en œuvre des projets d'ENR au Maroc, et fixe l'objectif de signer les premiers contrats préliminaires dès le troisième trimestre 2024.

Efficacité énergétique : l'Agence marocaine pour l'efficacité énergétique (AMEE) et l'Institut français pour la transition énergétique et écologique des villes (Efficacity) ont signé un mémorandum de coopération

Ce rapprochement vise à développer les outils logiciels d'aide à la conception de projets d'aménagement décarbonés à faible impact énergétique et environnemental, à l'échelle de quartiers. Ce mémorandum de coopération a en effet été signé en marge de la 9ème édition des rencontres africaines de l'efficacité énergétique qui s'est tenue le 5 mars à Casablanca. Cet événement d'envergure africaine a été l'occasion de discuter de la place fondamentale de l'efficacité énergétique dans la transition vers des pratiques d'aménagement et de construction plus durables au Maroc et en Afrique.

Cannabis légal : La première récolte au Maroc atteint 294 tonnes en 2023

Cette première récolte de cannabis légal, destinée à des fins médicales et industrielles, a été réalisée par 32 coopératives regroupant 430 agriculteurs couvrant 277 hectares dans les régions montagneuses du nord du Rif, à Al Houceima, Taounate et Chefchaouen. Pour cette année, l'Agence Nationale de Réglementation des Activités relatives au Cannabis (ANRAC) examine les demandes de 1.500 agriculteurs organisés en 130 coopératives.

La culture de la variété locale résistante à la sécheresse, connue sous le nom de "Beldia", a commencé ce mois-ci. Jusqu'à présent, deux unités légales de transformation du cannabis sont opérationnelles et deux autres sont en attente de matériel. Quinze produits à base de cannabis sont en cours d'autorisation pour un usage médical.

Bailleurs internationaux

Accord de financement de 134,7 M EUR entre l'AFD et le Maroc pour son programme « Education 2026 »

Un accord de financement a été conclu entre l'Agence Française de Développement (AFD) et le Ministère de l'Économie et des Finances marocain afin d'appuyer la réforme du système éducatif national.

Ce programme, d'un montant total de 134,7 M EUR, s'étalera sur une période de 5 ans et se compose d'un prêt de 130 M EUR et d'une subvention d'assistance technique de 4,7 M EUR sur la période 2022-2026. Ce prêt sert deux principaux objectifs : (i) renforcer la qualité de l'apprentissage par l'enseignement du français comme langue d'enseignement et langue enseignée au collège ; (ii) rendre effective la scolarité obligatoire et réduire le décrochage scolaire (-30%), notamment par l'appui au déploiement du modèle des collèges pionniers et l'amélioration des services d'appui social, tels que le transport et les cantines scolaires, le soutien scolaire et les activités parascolaires.

Prêt de 100 M EUR de la BAD au Fonds d'équipement communal (FEC)

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un prêt de 100 M EUR au Fonds d'équipement communal (FEC) dans le but de renforcer et moderniser l'offre de services publics au Maroc, principalement dans les zones rurales. Cet accord, signé le vendredi 15 mars à Rabat, vise à financer de nouveaux projets d'investissement et d'infrastructures durables portés par les collectivités territoriales, en mettant l'accent sur l'inclusion territoriale et la création d'emplois (notamment, pour les femmes et les jeunes).

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,1 %	3,8 %	-	2,5 %	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6 %	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,2 %	-	-	-	4,5 %	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtrésor.gouv.fr